

LE SAVANT ET L'APPAREIL MILITAIRE

par G. Edwards (d'après A. Grothendieck) (✱)

1. L'état actuel des choses.

La grande guerre de 1939/45 a été une saignée sans précédent dans l'histoire de l'humanité : on estime à environ cinquante millions le nombre de victimes rien qu'en Europe. Depuis lors, la puissance de nos moyens de destruction : atomiques, chimiques, bactériologiques, sans compter l'arsenal classique - , c'est multipliée par un facteur de l'ordre de milliers, voire de millions. Cela implique qu'une faible fraction des stocks de ces armes existant maintenant suffirait (au dire des experts (✱)) à anéantir la population humaine du globe, et avec elle toute vie organique quelle qu'elle soit. Ainsi la prolifération de la puissance militaire et des dépôts d'armements dans le monde entier représente un danger grandissant non seulement pour notre espèce, mais pour la vie tout court. A cette situation, entièrement nouvelle dans l'histoire de la vie sur la terre, on ne peut faire face que par l'action immédiate et radicale.

Cependant la grande majorité des scientifiques n'hésite pas à collaborer avec les appareils militaires, directement ou indirectement, se mettant ainsi dans une situation psychologique qui leur rend impossible de prendre conscience des dimensions du péril, et les enferme dans une passivité qui équivaut à une abdication pure et simple devant leur responsabilité vis-à-vis de la communauté humaine. Cet exposé se veut donc avant tout un plaidoyer pour un changement d'attitude et de comportement fondamental des savants dans leurs relations avec les appareils militaires (✱), à savoir : pour la non collaboration totale du savant avec l'appareil militaire.

Cet exposé s'adresse avant tout aux savants ou aux futurs savants, et plus particulièrement aux plus jeunes parmi eux, qui ne sont pas encore (ou moins que leurs aînés) prisonniers d'habitudes de pensée et d'action (cela revient au même) consacrés par l'usage. Par contre, les jeunes ont sur leurs aînés le désavantage (si on peut dire) de ne pas avoir connu la guerre et ses séquelles. Celui qui a vu devant lui, ne serait-ce qu'une fois, un homme être abattu comme un chien, ou un garde chiourme frapper à mort un prisonnier désarmé, il en restera marqué pour la vie - il a compris ce qu'est la guerre. Pour lui dire NON à jamais, il n'aura pas besoin de longs discours, ni de visions d'apocalypse. Mais pour celui qui n'a rien vu de tel, invoquer un million de morts au Vietnam ou au Biafra, cela suscite un étonnement poli, ou une indignation gênée et à fleur de peau. Même la dernière grande guerre, - c'est une histoire de manuel pour la plupart des moins de trente ans. Tout cela, c'est si loin, dans le temps ou dans l'espace ! C'est de la littérature ...

A fortiori, si vous évoquez la probabilité de la disparition de l'humanité dans les prochaines décades (trois milliards d'hommes, trois milliards d'années d'évolution biologique ...) : c'est trop énorme pour être vraiment concevable, c'est une abstraction. Absolument nul comme contenu émotif. Donc impossible à prendre au sérieux. On lutte pour des augmentations de salaires, pour la liberté

-
- (✱) Ceci est une version refondue et considérablement abrégée d'un exposé de A. Grothendieck du même titre, qui avait été reproduit et distribué parmi les membres du Séminaire de Mathématique Supérieure par les soins de l'Université de Montréal en Juillet 1970 (cf. note au bas de la page 2). Il correspond à des exposés donnés par A. Grothendieck à la Faculté des Sciences d'Orsay (sous le patronage commun de cette dernière et de l'IHES) et à l'Université de Montréal. L'exposé complet ne sera pas distribué par l'IHES, car son directeur L. Motchane estime que le thème n'appartient à aucune des "sections" (Mathématique et Physique) qui existent à l'IHES.
- (✱✱) NDLR. De plus, il est maintenant clair aux auteurs, comme à tous les adhérents de SURVIVRE, que cette question est inséparable d'un changement d'attitude tout aussi fondamental du scientifique vis-à-vis de la population.
- (✱✱) NDLR. Il nous faudra bien entendu examiner et documenter de plus près cette affirmation dans des numéros ultérieurs de SURVIVRE.

de parole et la liberté de presse, la sécurité de l'emploi, contre la sélection à l'université, contre la bourgeoisie, l'alcoolisme, la peine de mort, le cancer, le racisme, - à la rigueur contre la guerre au Vietnam ou contre la guerre tout court. Mais l'annihilation de la vie sur la terre ? Cela dépasse l'entendement de chacun de nous, c'est un "irréalisable". On a presque honte d'en parler, se sentant suspect de chercher des effets faciles par recours à un thème qui, pourtant, est le plus anti-effets qu'on puisse trouver.

On n'a pas manqué de me reprocher de ne pas avoir essayé d'analyser les "vraies causes" des maux contre lesquels je propose d'agir. causes qui seraient résumées dans des notions (j'allais dire : des formules incantatoires) telles que "société de classe", "profit" etc. J'ai observé cependant que ce reproche était surtout un des arguments parmi cent autres invoqués pour ne pas agir, pour continuer le vieux train-train comme avant. Faut-il donc disputer indéfiniment sur les "vraies causes", - ce qui est une façon parmi cent autres de remettre ses responsabilités présentes pour le jour hypothétique où la société aura changée ? Si une maison brûle, on commence par éteindre le feu en jetant de l'eau dessus ; l'analyse des "vraies causes" c'est pour après. Et si on veut lutter contre un appareil qu'on a reconnu condamnable et mortellement dangereux, on commence par renoncer à se faire payer par ce même appareil, et à avertir du danger ceux qui ne l'ont pas vu encore. Le reste est du boniment.

L'indifférence de la quasi-totalité des hommes informés devant cette menace paraît à première vue assez extraordinaire. La "rationalisation" de cette indifférence est coulée dans un moule étrangement uniforme. Elle s'exprime le plus souvent par des simples professions de foi : "je n'y crois pas, moi, à ces visions de destruction de l'espèce humaine", "les choses ne sont jamais aussi tragiques qu'on le dit, tout finit toujours par s'arranger", ou " au Moyen-Age déjà, on annonçait périodiquement la fin du monde, et, voyez (avec un air triomphant) nous sommes toujours là !". Tout cela rend un son étrangement familier. Que de fois n'a-t-on entendu ces mêmes paroles avant la catastrophe de 1939, présagés par tant de signes que si peu de personnes ont su lire avec lucidité : "Tout finit par s'arranger .. ". Cela a fini par s'arranger d'une façon ou d'une autre, bien sûr - pour les survivants. Aujourd'hui, y aurait-il même des survivants ? Chez les juifs restés en Allemagne, aussi bien avant la guerre, au plus fort de la propagande antisémite, que plus tard, dans les convois amenant les juifs sur les lieux de la "solution finale", et jusque devant les portes des chambres à gaz, que de fois n'a-t-on entendu ce même refrain "So schlimm kann es ja nicht sein ..." (ça ne peut pas être si grave que ça), - ce qui n'a pas empêché les choses d'être ce qu'elles ont été, et de dépasser l'imagination même des rescapés qui ont passé par là.

C'est ce même pouvoir d'illusion qui fait espérer, chaque fois qu'est introduite une arme plus meurtrière ou plus effrayante que les précédentes, que cela marquera le fin de cet enchaînement, voire la fin des guerres, car "personne n'osera s'en servir". C'était déjà ce qu'on disait pendant le première guerre mondiale pour l'usage des gaz, qui n'a été abandonné que pour faire place à des armes chimiques beaucoup plus efficaces, utilisées quotidiennement aujourd'hui même au Vietnam. Quant aux armes atomiques, on n'a appris leur existence que par l'explosion de Hiroshima, qu'aucun impératif tactique ne justifiait par surcroît, - une expérience "pour voir" qui a anéanti une ville de deux cent mille habitants, en tuant sur le coup plus de cinquante mille, et réduisant la plupart des autres à l'état "d'intouchables" de la société humaine. Et pourtant les intellectuels aujourd'hui, y inclus les scientifiques, utilisent ce même genre

d'argument pour justifier leur manque d'intérêt pour la menace que constituent les armements militaires : personne n'osera se servir le premier de ses armes, par peur des représailles ...

Le savant, principal ouvrier des progrès technologiques, doit assumer une part majeure de responsabilité dans les abus souvent révoltants qui sont faits de ces progrès, et des périls sans précédent que ces progrès représentent pour l'espèce humaine. Mieux informé et souvent plus ouvert sur le monde que la majorité de la population humaine, il a moins que quiconque d'excuse à fermer les yeux sur l'imminence et les dimensions de ces périls qu'il a créés. Jouissant d'un indéniable prestige auprès de la population (reflet du prestige s'attachant aux progrès technologiques), jouissant également d'une sécurité matérielle enviable, les savants ont moins que quiconque l'excuse de l'impuissance et de l'insécurité personnelle pour se dérober à une action énergique pour prévenir ces périls, ne serait-ce qu'en informant la communauté scientifique et l'ensemble de la population, et en donnant l'exemple de la non-collaboration avec les appareils militaires.

Il est clair malheureusement que la quasi-totalité des scientifiques, quels que soient leurs pays respectifs, ne veulent pas voir la gravité des périls qui menacent l'espèce, , ni reconnaître leur responsabilité envers l'humanité. Bien plus : par leur passivité et leur complaisance vis-à-vis des divers appareils militaires, ils s'en font souvent les complices inconscients. Les armes atomiques, chimiques, bactériologiques sont non seulement construits à l'aide des progrès scientifiques dûs aux savants, mais par des savants, parmi lesquels il est même des savants éminents. (Il est assez cocasse que, par suite précisément de leur rôle dans la conception des armements qui peut-être nous détruiront tous, ces savants précisément sont les mieux connus et les plus prestigieux auprès du grand public. Qui ne connaît le nom de Oppenheimer ou de von Braun ? Et qui, dans le large public, connaît celui de Fermi ou de Hilbert ?). Il est vrai que ces savants forment une minorité seulement, surtout en temps de paix, et qu'ils sont plus ou moins désavoués, ou plutôt désapprouvés, par une grande partie de la communauté scientifique. Désapprouvés assez mollement il est vrai. Loin de le mettre au ban de la communauté scientifique, le fait pour un savant de collaborer activement avec l'appareil militaire ne l'empêche nullement de remplir des fonctions importantes dans n'importe quelle société scientifique, ni d'avoir des relations cordiales et même amicales avec le plupart de ceux de ses collègues qui, pour leur propre compte, ont des objections contre une collaboration active avec l'armée. L'impression qui se dégage de ces promiscuités, c'est que la majorité des savants regarde la question morale de la collaboration avec l'armée comme une simple question de goûts ou de couleurs, - comme celle d'être ou ne pas être végétarien. Il est jugé de mauvais ton d'attacher une importance excessive à ces distinctions subtiles.

Une minorité seulement parmi les savants travaille directement pour les militaires, mais la quasi-totalité ne se fait aucun scrupule de collaborer "passivement" en acceptant des contrats avec l'armée ou en organisant des colloques ou des séminaires financés partiellement ou totalement par des fonds militaires. De cette façon, les savants ont été des collaborateurs intéressés dans la mainmise progressive des appareils militaires sur la recherche scientifique dite "pure", à laquelle on assiste un peu partout en occident, et qui est particulièrement avancée aux USA. Pratiquement tous les savants occidentaux ont accepté ou acceptent, si l'occasion se présente, des contrats ou subventions militaires - soit à titre

personnel, soit pour l'organisation d'activités scientifiques spécifiques, soit à titre de salarié d'institutions scientifiques subventionnées régulièrement par des fonds militaires. Cette collaboration massive de la communauté scientifique avec l'appareil militaire (souvent au moment même où celui-ci planifie et exécute les guerres les plus sauvages) est la grande honte de la communauté scientifique d'aujourd'hui. C'est aussi le signe le plus évident de la démission des savants devant leurs responsabilités dans la société humaine.

Quelles sont les causes pour cette extraordinaire passivité, en même temps que du manque de lucidité intellectuelle et morale de la plupart des savants ? Nous allons en indiquer quelques-unes.

(a) Le refus étonnant de la réalité, qui dans des moments de péril individuel ou collectif s'oppose souvent à la perception du péril et prévient les réactions de défense adéquates, procède d'un mécanisme bien connu des psychologues. C'est sans doute celui-là même qui s'oppose chez chacun de nous à s'imaginer sa propre disparition, à se convaincre sur un plan autre qu'intellectuel et spéculatif de sa propre mortalité. Chez le malade incurable condamné à une mort prochaine, ou constate le même phénomène, décrit parfois avec lucidité par le patient lui-même. Il prévaut surtout lorsque le péril naît par évolution progressive d'une situation familière, consacrée par l'usage ou par l'habitude, qui ne s'associe dans l'esprit à aucune image menaçante. Il en a été ainsi de la montée de l'antisémitisme en Allemagne, assez brutale pourtant dès l'accession de Hitler au pouvoir en 1933, qui a débouché dix ans plus tard sur l'extermination de six millions de juifs. Ce refus s'exprime par un optimisme béat envers et contre tout, et par la passivité vis-à-vis de l'évènement. Il ne peut être confondu avec l'espoir, dont il est comme le négatif. Il a été souvent fatal, aux individus isolés comme aux communautés. L'expérience montre que ce mécanisme est essentiellement le même pour tous les hommes, quel que soit leur niveau intellectuel. Aujourd'hui que nous sommes confrontés au péril de l'extinction de toute vie sur la terre, ce même mécanisme irrationnel s'oppose à la réalisation de ce péril et aux réactions de défense nécessaires chez la plupart de nous, y compris chez les "élites" intellectuelles et scientifiques de tous les pays. On peut seulement espérer qu'il puisse être surmonté chez certains par un effort soutenu, et la prise de conscience de tels mécanismes inhibiteurs.

(b) Le savant fait manifestement partie d'une des classes les plus privilégiées dans la société, tant du point de vue de la sécurité matérielle et du prestige social, que par la qualité de ses conditions de travail. Il mène une existence confortable et est généralement satisfait de son sort, ce qui ne prédispose guère à l'inquiétude sur les grands problèmes sociaux ou ceux concernant l'avenir de l'espèce. Il est caractéristique que les collègues des pays satellites de l'URSS, dont la situation dans la société est aussi précaire que celle de leur pays vis-à-vis de leur puissant protecteur, semblent par contre bien plus enclins à admettre les dimensions des dangers que court l'espèce. Cependant, trop écrasés par leurs problèmes quotidiens, ces collègues n'ont pas le ressort pour prendre un intérêt actif à ces problèmes ; d'ailleurs un tel intérêt, s'il s'exprimait dans les actes, les exposerait à des risques certains. Ainsi, sur le plan de l'action, nos sociétés d'abondance et les sociétés d'insécurité chronique ont un seul et même effet sur le savant : la passivité.

Ajoutons que le savant est généralement passionné par son travail, qui lui est souvent une tour d'ivoire l'isolant des problèmes du monde. Il lui faut sans doute un grand effort sur lui-même pour s'arracher à ses intérêts professionnels ; c'est ainsi qu'il m'a fallu surmonter de fortes résistances intérieures avant de me décider à discuter systématiquement, en public et en privé, des questions de cet exposé.

Les points précédents concernent les obstacles qui s'opposent chez le savant à la prise de conscience du problème, et de ses responsabilités. Alors même qu'il commencerait à en prendre conscience, d'autres obstacles l'empêchent de le traduire en action :

(c) L'activité purement intellectuelle ou spéculative ne prédispose pas à l'action, car dans l'esprit de l'intellectuel, la seule pensée est considérée comme une action qui se suffit à elle-même. Correcte dans une large mesure dans le domaine de la recherche scientifique, cette vision est manifestement aberrante lorsqu'il s'agit de la pensée qui concerne nos rapports et nos responsabilités envers les autres. Elle méconnaît en particulier les multiples interrelations entre pensée et action. J'ai entendu plusieurs savants m'affirmer en toute bonne foi qu'ils considéraient que l'acceptation d'argent militaire n'impliquait de leur part ni une caution morale donnée à l'appareil militaire, ni une limitation dans leur indépendance intellectuelle et morale vis-à-vis de celui-ci. Il y a là un divorce entre la pensée et l'action typique de l'attitude de "l'intellectuel", et il ne peut finalement que corrompre et la pensée et l'action. Répété mille, dix mille, cent mille fois, d'un bout de la communauté scientifique à l'autre, il signifie la démission pure et simple de cette communauté, au profit de l'opportunisme le plus banal. Pensée et action se fortifient mutuellement, ou se corrompent mutuellement.

Un savant peut se faire un confortable "supplément" de 2000 dollars pendant ses vacances universitaires, en acceptant un "summer contract" avec l'armée américaine, sans autre contrepartie que la mention par lui du support financier de l'armée, à la fin de la note qu'il écrira pendant ce temps. Cette somme représente pour lui une seconde voiture (pour sa femme, ou pour son fils qui va au "college"). Elle représente aussi environ 15 fois le revenu annuel total de l'un des milliers de civils vietnamiens qui ont été exterminés pendant ce temps par les soins de cette même armée du pays le plus riche du monde. Mais bien entendu, comme ces collègues nous l'assurent, il n'y a absolument pas la moindre relation entre ces deux faits.

(d) Une autre cause d'inaction est le sentiment d'impuissance devant les forces qui gouvernent le monde, - un sentiment qui n'est pas spécial aux savants ou aux intellectuels. A cela s'ajoute la tendance universelle (en orient comme occident) de considérer comme ridicule ou vain tout effort pour conformer l'action à des principaux moraux, le seul principe reconnu valable étant celui de l'efficacité. Dans le cas présent, ce culte de l'efficacité comme critère unique d'action, utilisé comme une justification pour l'inaction et dominant l'esprit de centaines de milliers de scientifiques dans le monde, aboutit à un comportement collectif d'une inefficacité absolue (sauf sur le plan des avantages immédiats, tant personnels que de caste), - en même temps que moralement injustifiable.

Je me rends bien compte que le type d'action que je préconise contre l'institution militaire est extrêmement limité. Ce n'est qu'un préliminaire pour une action plus radicale. Mais ce premier pas est essentiel, car avant que

les scientifiques ne se désolidarisent clairement de l'institution militaire, ils ne peuvent prendre une position morale conséquente ou simplement sensée sur ces questions. Cette action se place délibérément sur le plan individuel et demande un engagement moral inéquivoque de l'individu. Tant qu'elle n'engage que le scientifique isolé, sa portée pratique reste évidemment très limitée. Pour être efficace, l'action doit être concertée et organisée, fut-ce d'abord à une petite échelle. Une action organisée, énergique et persévérante est nécessaire pour que puisse s'étendre peu à peu une claire conscience de ces choses parmi les collègues, les étudiants et le grand public. Comme exemple récent d'un tel processus, on peut citer le mouvement aux USA contre la guerre du Vietnam et la guerre en général, dont l'appoint principal vient du milieu étudiant. Après des débuts difficiles, ce mouvement a fini par gagner une force qui a frappé tous les observateurs, y compris l'administration Nixon. La position relativement en retrait du corps professoral par rapport aux étudiants nous suggère en même temps que pour une action claire et sans équivoque, il faut compter plutôt sur le concours des scientifiques les plus jeunes et des étudiants, car ils sont plus susceptibles de s'ouvrir à des options nouvelles que leurs aînés.

2. Justifications standards et leur réfutation.

J'ai parlé avec de nombreux savants sur la question de la collaboration avec l'appareil militaire. Les réactions enregistrées, à quelques exceptions (importantes) près, ont été assez uniformes. Nous allons passer en revue les arguments généralement avancés pour justifier cette collaboration, par ordre de fréquence décroissante ; on constatera que les arguments les moins sérieux sont précisément les plus fréquents. Il est intéressant de noter que l'ordre semble généralement inverse chez nos collègues des pays de l'Est - ils invoquent généralement les points 3 et 4, qui touchent à des difficultés véritables.

1. (Machiavel ou les nobles fins.) " En acceptant de l'argent de l'administration militaire pour des fins "purement scientifiques", on distrait pour des fins utiles des fonds qui seraient employés à des fins nuisibles."

Cet argument, le plus fréquent et le moins sérieux de tous, ne résiste à aucun examen, de quelque côté qu'on le prenne.

(a) La recherche scientifique est un outil indispensable dans la compétition entre les pays avancés, surtout pour des raisons technologiques, mais aussi pour des raisons de prestige. Ce n'est que très exceptionnellement qu'on voit des régimes assez stupides pour chasser ou anéantir ses propres élites scientifiques (comme ce fût le cas sous les purges staliniennes, et plus récemment au Brésil et en Grèce). La plupart des états sont soucieux de conserver leur précieux capital en matière grise, et de le maintenir en état de fonctionnement ; dans ces états, la recherche scientifique sera de toutes façons financé par l'état, que ce soit ou non par l'intermédiaire de l'administration militaire. En acceptant des fonds de provenance militaire, les savants contribuent à augmenter l'importance de l'appareil militaire dans la vie de la nation : dans la mesure où c'est l'armée qui finance la recherche, la partie du revenu national consacrée à l'armée sera augmentée d'autant. Ainsi, même si les savants acceptent massivement de l'argent de l'appareil militaire, ceci ne diminuera pas, même d'une unité, le nombre des armes dont dispose celui-ci, ni le nombre de victimes massacrées par cette même armée lorsque celle-ci est engagée dans une guerre, comme c'est actuellement le cas aux USA. Prétendre le contraire serait de l'hypocrisie pure et simple.

(b) Mise à côté de l'enjeu véritable, la considération de ces "sommées distraites à des fins utiles" (qui représentent une fraction infinitésimale du budget militaire) est entièrement dérisoire. Partout sur le globe, les appareils militaires exécutent ou maintiennent des iniquités sans nombre, et leur prolifération fait courir à l'espèce un danger sans précédent. La lutte contre cette prolifération est devenue aujourd'hui une question de vie ou de mort pour l'humanité. Nul ne serait mieux en mesure et n'aurait plus d'autorité que les scientifiques pour le reconnaître et le proclamer. Au lieu de cela, pour un profit immédiat et dérisoire, ils donnent (qu'ils le veulent ou non) leur caution morale à l'appareil militaire. L'appui de la recherche pure contribue à donner à l'institution militaire un air de respectabilité et même un halo d'innocence. Comment espérer que "l'homme de la rue" ou le politicien prenne conscience des aventures ignobles, ou de l'aventure peut-être mortelle pour tous, dont ces appareils sont les instruments, s'il voit les savants les plus estimés de son pays ou du monde, s'il voit la communauté scientifique toute entière collaborer avec eux ?

(c) Que la recherche scientifique soit nécessairement "utile" (et qu'il soit donc souhaitable qu'elle soit favorisée des miettes que lui dispense l'armée) est extrêmement discutable, et doit être sérieusement reconsidéré. Certes, la recherche est une activité agréable, parfois exaltante, pour celui qui s'y livre. Cela ne suffit pas à établir son utilité ou à conclure que son apport positif excède le négatif. Trop souvent elle a servi à l'abaissement de l'homme, depuis le début de la révolution industrielle jusqu'à aujourd'hui, où elle risque de devenir l'outil pour sa destruction finale. En fait, au cours de ces trente années écoulées, les hommes dont l'activité a été la plus dangereuse et la plus néfaste pour l'humanité n'ont été, ni les chefs d'état, ni les chefs militaires, mais bien les savants, car sans eux les militaires seraient restés relativement inoffensifs. Dans cette perspective globale, je suis convaincu qu'aucune découverte scientifique, même la plus "utile" en apparence, ne saurait compenser ou justifier la collaboration d'un savant avec l'appareil militaire.

2. (La transitivité.) " Peu importe qu'on soit payé par des fonds civils ou militaires. Ils sortent finalement de la même caisse, celle de l'état, qui est responsable de la politique militaire et de la conduite des guerres. La distinction entre financement civil et financement militaire est une subtilité, et le refus du deuxième au profit du premier est une sorte de pharisaïsme."

Ce genre d'argument, extrêmement répandu dans la nature, essaie d'établir qu'on doit accepter telle ou telle chose, car elle est après tout "toute pareille" à telle autre qu'on a déjà acceptée. On peut l'appeler "l'argument de transitivité": la relation "c'est pareil" étant transitive, tout est finalement égal à tout, et à la limite, il n'y a effectivement plus rien à quoi on se refuse.

a) Vu l'état actuel de développement moral et mental de l'humanité, nous n'entendons pas mettre en question ici la nécessité d'un appareil étatique, financé par l'ensemble des citoyens. Cet appareil répartit le revenu national entre divers chapitres, parmi lesquels l'armée. D'accepter de l'argent venant de celle-ci augmente la part revenant à l'armée, tout en lui conférant un prestige supplémentaire. Il est vrai que dans la mesure où les citoyens élisent ou tolèrent leur gouvernement et qu'ils s'associent aux actions de celui-ci (par exemple, en temps de guerre, par leur participation à celle-ci), ils sont

également coresponsables de l'existence, du rôle et de l'emploi de "leur armée". Ceci n'empêche que ceux parmi eux qui considèrent que l'armée est aujourd'hui un corps exclusivement nuisible, voire néfaste, dans le corps social, ont la possibilité et le devoir de lutter contre ce mal par tous les moyens à leur disposition. Ce n'est pas une raison si un mal sournois est en train de s'étendre et d'envahir les parties saines d'un organisme, pour se refuser à le combattre, ou accuser de pharisaïsme ceux qui le combattent. Ceux qui ont vu le mal, il faut que pour leur propre compte ils déclarent hors la loi l'usage des armes dans les règlements des problèmes nationaux et internationaux ; qu'ils déclarent moralement hors la loi les appareils militaires de tous les pays du monde, à commencer par le leur : en refusant toute collaboration avec eux, en incitant les hommes autour d'eux à faire de même, pour qu'un jour, avant qu'il ne soit trop tard, les appareils militaires soient mis hors la loi dans les faits et qu'ils soient anéantis, comme des vestiges d'une ère de barbarie enfin révolue.

(b) La plupart des arguments contre le type d'action que je propose ne sont au fond que des excuses pour ne pas agir et pour suivre la pente de la facilité ; l'argument de transitivité n'y fait pas exception. Qui de nous ne l'a vu utiliser, et combien de fois, pour justifier toutes les compromissions et toutes les lâchetés ! Ne nous en servons pas pour cet usage-là. N'admettons jamais l'argument de transitivité que comme un stimulant pour une action plus radicale, a une attitude plus nette, jamais l'inverse. Si vous êtes persuadé que les fonds civils de l'état prêtent aux mêmes objections que les fonds militaires, alors tirez la conséquence et n'acceptez ni l'un ni l'autre. Et si vous n'êtes pas prêt à assumer les conséquences pratiques d'une telle décision, reconnaissez le en toute simplicité et contentez vous alors d'une action partielle, en vous distançant du mal le plus évident dans le corps social. Ne rationalisez pas vos limitations personnelles pour essayer de décourager et de discréditer chez vous et chez les autres une action sans doute incomplète, mais combien nécessaire ! Il faut bien commencer quelque part, et nous ne devons pas écouter les arguments qui veulent nous convaincre qu'il ne faut pas commencer du tout.

3. (L'impuissance ou la futilité.) " Quoi qu'on fasse, cela ne fait aucune différence sur les idées du grand public ou sur la marche des événements. De toutes façons, le prestige des scientifiques est en train de décliner. Alors autant prendre les occasions qui se présentent pour profiter du mieux qu'on peut de la conjoncture présente."

Nous allons répondre à cet argument en nous plaçant sur le plan sur lequel lui-même se place : celui de l'efficacité. Il est vrai que l'inertie de l'état de choses existant est très grande. Il est très rare qu'une personne déterminée ait la possibilité d'influer de façon appréciable sur le monde où nous vivons. Cela n'empêche qu'on a assisté au cours des cinquante dernières années à des transformations considérables qui avaient leur origine dans l'action de minorités énergiques, arrivant à emporter finalement l'adhésion de masses assez nombreuses pour imposer ces transformations. Mentionnons : les transformations des conditions du prolétariat par le mouvement syndicaliste ; le mouvement Satyâgraha de Gandhi, aboutissant à l'indépendance de l'Inde ; le raz de marée national-socialiste en Allemagne, aboutissant au cataclysme qu'on sait ; la révolution d'Octobre 1917 ...

(a) Dans le cas qui nous occupe, un des premiers pas doit être une prise de conscience et une action correspondante dans une forte minorité de la communauté scientifique. Des moyens de communications étendus, des contacts répétés avec des collègues d'autres pays, plus de loisirs, donnant plus de facilité pour apprendre

(b) Mise à côté de l'enjeu véritable, la considération de ces "sommes distraites à des fins utiles" (qui représentent une fraction infinitésimale du budget militaire) est entièrement dérisoire. Partout sur le globe, les appareils militaires exécutent ou maintiennent des iniquités sans nombre, et leur prolifération fait courir à l'espèce un danger sans précédent. La lutte contre cette prolifération est devenue aujourd'hui une question de vie ou de mort pour l'humanité. Nul ne serait mieux en mesure et n'aurait plus d'autorité que les scientifiques pour le reconnaître et le proclamer. Au lieu de cela, pour un profit immédiat et dérisoire, ils donnent (qu'ils le veuillent ou non) leur caution morale à l'appareil militaire. L'appui de la recherche pure contribue à donner à l'institution militaire un air de respectabilité et même un halo d'innocence. Comment espérer que "l'homme de la rue" ou le politicien prenne conscience des aventures ignobles, ou de l'aventure peut-être mortelle pour tous, dont ces appareils sont les instruments, s'il voit les savants les plus estimés de son pays ou du monde, s'il voit la communauté scientifique toute entière collaborer avec eux ?

(c) Que la recherche scientifique soit nécessairement "utile" (et qu'il soit donc souhaitable qu'elle soit favorisée des miettes que lui dispense l'armée) est extrêmement discutable, et doit être sérieusement reconsidéré. Certes, la recherche est une activité agréable, parfois exaltante, pour celui qui s'y livre. Cela ne suffit pas à établir son utilité ou à conclure que son apport positif excède le négatif. Trop souvent elle a servi à l'avilissement de l'homme, depuis le début de la révolution industrielle jusqu'à aujourd'hui, où elle risque de devenir l'outil pour sa destruction finale. En fait, au cours de ces trente années écoulées, les hommes dont l'activité a été la plus dangereuse et la plus néfaste pour l'humanité n'ont été, ni les chefs d'état, ni les chefs militaires, mais bien les savants, car sans eux les militaires seraient restés relativement inoffensifs. Dans cette perspective globale, je suis convaincu qu'aucune découverte scientifique, même la plus "utile" en apparence, ne saurait compenser ou justifier la collaboration d'un savant avec l'appareil militaire.

2. (La transitivité.) " Peu importe qu'on soit payé par des fonds civils ou militaires. Ils sortent finalement de la même caisse, celle de l'état, qui est responsable de la politique militaire et de la conduite des guerres. La distinction entre financement civil et financement militaire est une subtilité, et le refus du deuxième au profit du premier est une sorte de pharisaïsme."

Ce genre d'argument, extrêmement répandu dans la nature, essaie d'établir qu'on doit accepter telle ou telle chose, car elle est après tout "toute pareille" à telle autre qu'on a déjà acceptée. On peut l'appeler "l'argument de transitivité" : la relation "c'est pareil" étant transitive, tout est finalement égal à tout, et à la limite, il n'y a effectivement plus rien à quoi on se refuse.

a) Vu l'état actuel de développement moral et mental de l'humanité, nous n'entendons pas mettre en question ici la nécessité d'un appareil étatique, financé par l'ensemble des citoyens. Cet appareil répartit le revenu national entre divers chapitres, parmi lesquels l'armée. D'accepter de l'argent venant de celle-ci augmente la part revenant à l'armée, tout en lui conférant un prestige supplémentaire. Il est vrai que dans la mesure où les citoyens élisent ou tolèrent leur gouvernement et qu'ils s'associent aux actions de celui-ci (par exemple, en temps de guerre, par leur participation à celle-ci), ils sont

également coresponsables de l'existence, du rôle et de l'emploi de "leur armée". Ceci n'empêche que ceux parmi eux qui considèrent que l'armée est aujourd'hui un corps exclusivement nuisible, voire néfaste, dans le corps social, ont la possibilité et le devoir de lutter contre ce mal par tous les moyens à leur disposition. Ce n'est pas une raison si un mal sournois est en train de s'étendre et d'envahir les parties saines d'un organisme, pour se refuser à le combattre, ou accuser de pharisaïsme ceux qui le combattent. Ceux qui ont vu le mal, il faut que pour leur propre compte ils déclarent hors la loi l'usage des armes dans les règlements des problèmes nationaux et internationaux ; qu'ils déclarent moralement hors la loi les appareils militaires de tous les pays du monde, à commencer par le leur : en refusant toute collaboration avec eux, en incitant les hommes autour d'eux à faire de même, pour qu'un jour, avant qu'il ne soit trop tard, les appareils militaires soient mis hors la loi dans les faits et qu'ils soient anéantis, comme des vestiges d'une ère de barbarie enfin révolue.

(b) La plupart des arguments contre le type d'action que je propose ne sont au fond que des excuses pour ne pas agir et pour suivre la pente de la facilité ; l'argument de transitivité n'y fait pas exception. Qui de nous ne l'a vu utiliser, et combien de fois, pour justifier toutes les compromissions et toutes les lâchetés ! Ne nous en servons pas pour cet usage-là. N'admettons jamais l'argument de transitivité que comme un stimulant pour une action plus radicale, a une attitude plus nette, jamais l'inverse. Si vous êtes persuadé que les fonds civils de l'état prêtent aux mêmes objections que les fonds militaires, alors tirez la conséquence et n'acceptez ni l'un ni l'autre. Et si vous n'êtes pas prêt à assumer les conséquences pratiques d'une telle décision, reconnaissez le en toute simplicité et contentez vous alors d'une action partielle, en vous distançant du mal le plus évident dans le corps social. Ne rationalisez pas vos limitations personnelles pour essayer de décourager et de discréditer chez vous et chez les autres une action sans doute incomplète, mais combien nécessaire ! Il faut bien commencer quelque part, et nous ne devons pas écouter les arguments qui veulent nous convaincre qu'il ne faut pas commencer du tout.

3. (L'impuissance ou la futilité.) " Quoi qu'on fasse, cela ne fait aucune différence sur les idées du grand public ou sur la marche des événements. De toutes façons, le prestige des scientifiques est en train de décliner. Alors autant prendre les occasions qui se présentent pour profiter du mieux qu'on peut de la conjoncture présente."

Nous allons répondre à cet argument en nous plaçant sur le plan sur lequel lui-même se place : celui de l'efficacité. Il est vrai que l'inertie de l'état de choses existant est très grande. Il est très rare qu'une personne déterminée ait la possibilité d'influer de façon appréciable sur le monde où nous vivons. Cela n'empêche qu'on a assisté au cours des cinquante dernières années à des transformations considérables qui avaient leur origine dans l'action de minorités énergiques, arrivant à emporter finalement l'adhésion de masses assez nombreuses pour imposer ces transformations. Mentionnons : les transformations des conditions du prolétariat par le mouvement syndicaliste ; le mouvement Satyagraha de Gandhi, aboutissant à l'indépendance de l'Inde ; le raz de marée national-socialiste en Allemagne, aboutissant au cataclysme qu'on sait ; la révolution d'Octobre 1917 ...

(a) Dans le cas qui nous occupe, un des premiers pas doit être une prise de conscience et une action correspondante dans une forte minorité de la communauté scientifique. Des moyens de communications étendus, des contacts répétés avec des collègues d'autres pays, plus de loisirs, donnant plus de facilité pour apprendre

et pour réfléchir, - ce sont autant de facteurs qui ont tendance à libérer les scientifiques d'un certain nombre de préjugés nationaux, religieux ou raciaux ayant cours dans leurs pays respectifs, et qui donnent à la communauté scientifique internationale un caractère d'homogénéité relative qui facilite la coopération. En même temps que cette minorité tentera de se joindre sur un programme commun, et de se familiariser avec les tâches concrètes posées par la lutte pour la survie de l'espèce, il faudra associer un public aussi large que possible à cet effort, et éviter ainsi que le mouvement ne se condamne à opérer en vase clos (*). Le but à atteindre n'est pas la "pureté morale" d'une partie de la communauté scientifique, ni même de cette communauté toute entière, mais une prise de conscience de l'ensemble de la population humaine des problèmes de sa survie, et notamment de la nécessité de mettre hors la loi ces appareils militaires. Il faut que ce but reste toujours présent à l'esprit des scientifiques décidés d'agir, faute de quoi ils se condamneraient à un rôle de "gardiens du temple", moralement irréprochable mais sans portée pratique pour le but à atteindre. Cette collaboration entre scientifiques et non scientifiques ne doit nullement être regardée comme une relation à sens unique d'enseignant-enseigné ou d'éducateur-éduqué. Ce sera en fait un puissant moyen d'auto-éducation collective et une mise en commun des qualités spécifiques aux communautés les plus diverses. Il apportera en particulier un correctif indispensable à la tendance que nous avons signalée chez les scientifiques, de considérer la pensée comme un substitut adéquat pour l'action.

(b) On objecte fréquemment que l'influence de la communauté scientifique sur l'opinion publique est pratiquement nulle, et que par ailleurs le prestige du savant dans le grand public est en train de baisser. On peut répondre à cela que les deux phénomènes sont solidaires et sont précisément la conséquence de la démission collective des savants devant leurs responsabilités, dont nous avons parlé. Si aujourd'hui le grand public n'écoute pas la communauté scientifique, c'est simplement parce que celle-ci ne dit rien, du moins rien qui le concerne. Et si la communauté scientifique ne dit rien, c'est qu'elle n'a en effet rien à dire qui vaille, occupés que sont ses éminents représentants à aménager leur place au soleil, ou à faire progresser d'un cran encore cette science qui pourrait bien servir à les détruire, eux et leurs enfants, en même temps que toute notre race.

Le public a conscience plus ou moins clairement que la communauté scientifique est une classe technocratique comme une autre, seulement d'une qualification professionnelle et d'une spécialisation plus poussées, et qu'elle est comme les autres classes technocratiques un instrument docile aux mains des puissances qui mènent le monde. Lorsque les scientifiques, qui jusqu'à présent ont formé une masse politiquement amorphe, commenceront à prendre conscience de leurs responsabilités à l'échelle planétaire, qu'ils s'élèveront à une vision lucide et indépendante des réalités du monde, à une action claire et inéquivoque traduisant cette vision, ils sauront surmonter le discrédit mérité qui est en train de s'attacher à eux, et retrouver le poids moral qui aujourd'hui leur manque pour faire entendre leur voix.

(c) Il ne faut pas se cacher cependant que les progrès d'une idée sont lents, et l'évolution de la situation dans le monde est rapide. Aussi ce me semblerait témoigner d'un optimisme excessif que d'espérer que la mutation nécessaire dans le comportement humain aura le temps de se faire par la seule persuasion, se propageant par cercles concentriques à partir d'un épicycle qui serait une communauté de savants frais réveillés de leur longue léthargie. Il me semble très probable qu'avant d'en arriver là, l'humanité passera par des catastrophes

(*) Ceci et toute la fin de cet alinéa est nouveau par rapport au texte primitif cité dans la note (*) de p. 17, et a été inspiré par des discussions ultérieures.

qui en décimeront une part importante. L'espoir de survie de l'espèce, c'est tout d'abord que ces catastrophes soient suffisamment limitées pour ne pas être irréversibles et conduire en l'espace de quelques générations à la destruction de la biosphère. Cela ne suffira pas, car pour que l'humanité apprenne alors sa leçon, il faudra qu'elle y ait été préparée psychologiquement. C'est pourquoi il est nécessaire dès maintenant de consacrer le maximum d'efforts à cette préparation, sans le laisser décourager par la perspective que de tels efforts n'épargneront sans doute pas à l'humanité des épreuves pires que tout ce qu'elle a pu traverser jusqu'à présent. Il n'est peut-être pas entièrement exclu, à condition que ce travail de préparation psychologique soit poursuivi énergiquement à une échelle suffisante, que quelques accidents spectaculaires causés par le stockage ou le transport des armements, en faisant quelques centaines de milliers de victimes sur le territoire de l'une ou l'autre des grandes puissances elles-mêmes, causant dans la population un choc suffisamment fort pour enclancher le processus de désarmement nécessaire.

4. (L'équilibre de la terreur.) " A supposer qu'un mouvement assez fort se dessine dans les pays occidentaux pour aboutir à un désarmement de certains de ces pays, y inclus les USA, l'URSS en profiterait pour détruire les USA, ou du moins pour mettre tout l'occident sous sa loi, en y installant des dictatoriaux et en faisant des colonies soviétiques, au même titre que les pays de l'Europe de l'Est. Il faut donc maintenir la potentiel militaire pour maintenir l'équilibre des forces."

Cet argument est l'opposé de l'argument précédent (bien que les deux arguments soient fréquemment avancés par la même personne !). Il est évidemment exclu que l'action d'un mouvement comme celui que nous envisageons incitera les USA à un désarmement unilatéral et total immédiat. Il est par contre vrai qu'un savant dans un pays communiste ne pourrait pas y faire de la propagande pour le désarmement de son propre pays sans prendre des risques personnels très sérieux. Il peut cependant, sans pour autant se mettre en conflit avec les autorités, se livrer à une campagne fortement documentée sur les dangers que représenterait pour l'espèce une nouvelle guerre à grand échelle, et sur la nécessité, en termes généraux, d'éliminer les moyens militaires pour la résolution des conflits internationaux. Mais il serait évidemment déraisonnable de s'attendre qu'un mouvement quelconque en ce sens se développe parmi nos collègues des pays communistes, beaucoup plus soumis aux pressions politiques que nous ne le sommes dans la plupart des pays occidentaux, avant qu'un mouvement vaste et dynamique ne se développe parmi les scientifiques et dans la population des pays capitalistes.

(a) " Nous voulons bien désarmer, à condition que les autres commencent à faire de même ", - cet argument a été employé constamment depuis qu'il a été question de limitations d'armements, dès avant la fin de la première guerre mondiale. Pourtant, pour que le désarmement puisse se faire, il faut bien qu'un pays commence, ne serait-ce qu'un désarmement limité et conditionnel, - ne serait-ce qu'un arrêt dans la fabrication d'armes nouvelles (il y en a déjà plus qu'il n'en faut pour détruire tout ce qui vit sur terre), en attendant l'annonce de mesures analogues chez la puissance concurrente. Une telle mesure limitée ne saurait représenter un risque sérieux, même si elle était maintenue sans réciprocité pendant plusieurs années ; et vu la charge écrasante représentée pour la puissance adverse par des dépenses militaires, cette mesure aurait toutes les chances d'être suivie après un temps limité par une mesure analogue en réponse. Cela pourrait alors être le signal d'une nouvelle mesure

de désescalade des armements de la part du pays ayant pris l'initiative première. Malheureusement, jamais une grande puissance n'a encore voulu prendre une initiative aussi décisive. Il est clair d'ailleurs que, pris dans l'engrenage des traditions et soumis à des pressions extrêmement fortes de la part de l'armée et de certains secteurs de l'industrie, sans compter une opinion publique encore systématiquement maintenue dans l'erreur, aucun gouvernement ne se résoudra à une telle mesure même limitée sans y être poussé par une fraction importante et active de l'opinion. Ce qu'il faut craindre en réalité, c'est que l'action entreprise ne soit pas assez radicale ni assez puissante pour déclencher un tel mécanisme ; il serait naïf de craindre qu'elle puisse être si forte qu'elle puisse entraîner un désarmement unilatéral plus ou moins total des USA, entraînant une mainmise de l'URSS sur le reste du monde !

Ajoutons que l'opinion soviétique ne pourra pas ne pas être influencée par une évolution marquée de l'opinion mondiale et plus particulièrement de l'opinion aux USA, pas plus que (malgré les anathèmes officiels) l'URSS n'a pu se soustraire à l'influence de la musique de jazz et divers autres modes importés d'Amérique. Et un important mouvement d'opinion parmi les savants occidentaux touchera très rapidement les savants soviétiques, et par leur intermédiaire de vastes couches de l'intelligentsia et de la bureaucratie, et contribuera à cette prise de conscience qui est la chose la plus urgente à l'heure actuelle.

(b) Un désarmement unilatéral et total serait sans doute possible dès aujourd'hui dans un pays dont le potentiel militaire est de second ordre, car du point de vue de l'équilibre des forces dans le monde et même pour la sécurité extérieure de ce pays, il n'y a guère de différence s'il tient ou non une armée. Sans doute bien des pays se dispenseraient dans l'immédiat d'une armée coûteuse, si une telle politique était tolérée par leurs "protecteurs", qui trouvent dans ces pays des débouchés pour leurs propres industries d'armements, en même temps que des instruments dociles sur l'échiquier du monde, d'autant plus efficaces qu'ils sont mieux armés. Pour d'autres pays, tels la plupart des pays de l'Europe occidentale, le maintien d'une armée et d'un armement plus ou moins moderne semble en grande partie une question de prestige, en même temps que d'habitude. Ici les éléments psychologiques semblent primer nettement les motivations basées sur l'intérêt à court terme de la communauté nationale ou de ses classes dirigeantes (maintien de colonies ou de relations de vassalité, ou défense contre les empiètements d'un pays voisin). Le désarmement d'un tel pays pourrait être le premier pas d'un processus qui finirait par gagner de proche en proche un nombre croissant de pays à un désarmement plus ou moins total, en démontrant la possibilité d'une telle politique et ses avantages immédiats. Un tel début serait une force puissante pour faire évoluer l'opinion du grand public et des politiciens dans le monde entier, y compris dans les superpuissances.

(c) L'expérience a montré que "l'équilibre de la terreur" n'est nullement un garant pour maintenir la paix. La crainte du potentiel militaire adverse et de la possibilité que l'adversaire pourrait faire usage le premier de ses armes est un incitatif plus puissant pour utiliser ses propres armes "à titre préventif", que si l'adversaire paraît moins armé et moins agressif que soi. Il est bien connu que la crainte est mauvaise conseillère, et peut inspirer les réactions les plus sauvages, chez l'individu tout comme chez les groupes.

(d) Il existe des alternatives à l'utilisation des armements, qui peuvent être utilisées à l'échelle nationale pour se garantir contre l'asservissement par une puissance étrangère. Ce sont les méthodes de non coopération non violente, telles qu'elles ont été notamment mises au point par Gandhi sous le nom de Satyagraha. Elles ont abouti à l'émancipation de l'Inde du joug colonial anglais, en causant des pertes en vie humaines (de l'ordre de quelques milliers d'Indiens, tombés dans des fusillades de foules par les troupes anglaises) infiniment moindres que n'en a causé aucune guerre de libération nationale, tout en conférant à l'Inde un prestige moral que n'ont pas suffi à effacer les quelques vingt cinq années passées depuis l'indépendance. Un exemple plus récent, où tout un peuple a eu recours spontanément à une technique analogue de non coopération non violente

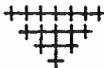
est celui du comportement des tchèques lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie, jusqu'au moment de la capitulation des dirigeants du pays sous de fortes pressions physiques et morales. Je suis de ceux qui pensent que cet événement aurait amorcé des changements profonds dans le monde, si les tchèques avaient eu à leur tête un homme d'une stature comparable à celle d'un Gandhi ou d'un Ho Chi Minh.

De telles méthodes sont efficaces lorsqu'il s'agit de lutter contre l'opposition, par une armée étrangère ou contre des forces d'oppression internes, d'une forme de société ou des injustices qui sont rejetés par une majorité de la population. Elles seraient par contre impraticables pour s'opposer à une volonté délibérée d'extermination, comme celle qui s'est exercée contre les juifs dans l'Allemagne hitlérienne après 1942. Cependant des conflits de cette nature ne semblent pas à envisager dans un avenir prévisible. L'URSS ni les USA, leurs peuples pas plus que leurs classes dirigeantes, n'ont le moindre intérêt à une extermination (par exemple par voie atomique) de leur concurrent, même s'ils avaient la possibilité de la mettre en oeuvre sans peur des représailles.

La méthode de non-coopération non violente demande une technique et une préparation psychologique soigneusement mis au point, qui exigent un apprentissage qui pourrait être un substitut au service militaire. Elle est infiniment moins coûteuse et infiniment moins dangereuse que le maintien d'une armée et l'accumulation d'armements rapidement démodés. Chose plus importante encore, au stade de la mise en action, ces méthodes élèvent et fortifient la mentalité de ceux qui les appliquent, au lieu de la dégrader comme cela est le cas dans toute guerre, y compris pour la plus juste des causes. Elles demandent de la part de ceux qui les pratiquent un courage égal et une maîtrise de soi supérieure que chez un combattant armé, mais en revanche le nombre final des victimes dans un conflit où l'un des protagonistes utilise ces méthodes (même s'il n'est pas négligeable) est infiniment plus réduit que dans un conflit armé classique, sans même parler d'un conflit mené avec les moyens actuels. Cependant le poids des habitudes acquises et des préjugés est tel qu'on ne peut guère espérer qu'une telle attitude puisse s'imposer en l'espace de quelques décades, sans qu'un choc psychologique ou des bouleversements considérables (comme ceux envisagés plus haut) n'aient d'abord profondément modifié l'esprit de la population.

(e) Considérons même cette éventualité extrêmement improbable : destruction totale de la population de l'une des deux superpuissances par l'autre, qui resterait indemne. En vue de l'enjeu ultime - la survie de l'espèce, cette alternative atroce paraît cependant infiniment préférable à une guerre atomique à outrance, qui déclencherait très probablement un processus irréversible aboutissant à l'extinction de la vie sur la terre. Il en est de même de cette autre alternative, un peu moins improbable et surtout moins atroce : la conquête de l'occident par l'URSS, imposant dans la plus grande partie du monde des dictatures à sa dévotion. Car aucune dictature ne résiste à l'usure du temps. Alors même que la vie majeure partie des hommes se passerait dans la misère, l'angoisse et la soumission rageuse ou abrutie, - tant que leur message chromosomique reste intact des atteintes des armes atomiques, bactériologiques et chimiques, il reste la certitude que leurs descendants un jour, dans une génération ou peut-être dans dix, sauront retrouver toutes les joies et tous les élans que l'homme a rencontrés dans son long pèlerinage à travers des millénaires innombrables.

Peut-on commencer un alinéa en anglais par "yet" (= mais) ? Un collègue anglais épris de pureté du style littéraire, qui a eu la gentillesse de corriger les barbarismes et les américanismes dans un article destiné à (l'édition anglaise de) SURVIVRE, a soutenu que ça ne se faisait pas. Il pense qu'un lecteur exigeant qui trouverait ce genre d'incorrection au début du deuxième alinéa d'un article de fond dans le n° 1 de SURVIVRE risquait fort d'arrêter là sa lecture ou de jeter le journal dans la corbeille à papiers. Un lecteur potentiel de perdu ! (commentaire du collègue). Une chance de moins pour notre survie ! (commentaire de la rédaction). Pour éviter ce risque, faut-il renoncer à tout jamais dans SURVIVRE à utiliser un "mais" au début d'un alinéa (tout au moins en anglais)? La rédaction serait intéressée d'avoir des avis de lecteurs (également de ceux ne parlant pas anglais !). Elle donnera également le sien. Cela nous sera entre autres une occasion de préciser quel est le genre de public que nous espérons toucher avec notre journal SURVIVRE.



GERARD (DAECHSEL) PREFERE MILITER EN DEHORS DE NOTRE MOUVEMENT.

Comme il a été dit dans le compte rendu de l'assemblée plénière à Montréal du mois dernier (cf. p.11), à laquelle Gérard n'assistait pas, il a "joué un rôle important pour donner au Mouvement son élan et sa direction initiale". J'avais fait un court rapport sur sa personne et sur son activité, et il avait été élu à l'unanimité dans le Conseil Provisoire du Mouvement ainsi que dans le Comité de Rédaction de SURVIVRE, sous réserve de son adhésion au Mouvement, que nous considérons très probable. J'ai eu depuis une longue discussion avec Gérard, au cours de laquelle il a expliqué pourquoi il n'avait pas l'intention de se joindre au Mouvement, tout en étant parfaitement d'accord avec nos buts et avec nos moyens. Une longue collaboration avec toutes sortes de Mouvements pacifistes l'a conduit finalement à une attitude assez désabusée vis-à-vis des "mouvements" organisés en général. Il ne va pas jusqu'à leur nier toute utilité ou à leur refuser entièrement sa collaboration. Il constate cependant que même dans les mouvements qui ont commencé avec le plus d'enthousiasme, ou dans ceux qui sont le plus solidement implantés du point de vue organisation ou base matérielle, à partir d'un certain moment "la machine" ou "l'appareil" a tendance irrévérablement à prendre le pas sur le contact vivant entre les adhérents, et notamment entre les militants de base et les responsables principaux, ou entre ceux-ci et l'ensemble de la population. A la limite, le mouvement risque de devenir une fin en soi et de se scléroser. En ce qui concerne SURVIVRE, Gérard n'est pas convaincu de la nécessité de créer un autre Mouvement pacifiste, alors qu'il pense qu'il y en a déjà trop en nombre. Il diffère donc de nous (comme il le souligne lui-même) non sur une question de principe, mais sur une question "tactique". Il pense qu'il aurait été plus indiqué que nous commençons à nous joindre, en tant que groupe de mathématiciens par exemple, à un des mouvements existants, que nous exprimions nos positions et suggestions dans les journaux existants, pacifistes ou quotidiens, et que nous apprenions les rudiments de l'action organisée en militant dans des "appareils" qui existent déjà, au lieu d'en créer un autre de toutes pièces. Je l'ai invité à expliquer son opinion dans une lettre aux adhérents de SURVIVRE, qui aurait pu être publiée dans notre journal, mais il a décliné, désirant limiter strictement son activité journalistique à des comptes-rendus d'actions concrètes, à l'exclusion de toutes considérations théoriques.